

# SECURIDEV

*Systemes et équipements pour un monde plus sûr*

*Tant qu'il y aura  
quelque chose à protéger*

RAPPORT ANNUEL 2006

## LES CHIFFRES CLES 2006

Evolution du chiffre d'affaires  
en millions d'euros



Répartition des ventes en 2006

Branche Professionnel

**63 %**

Branche Grand Public

**37 %**

France

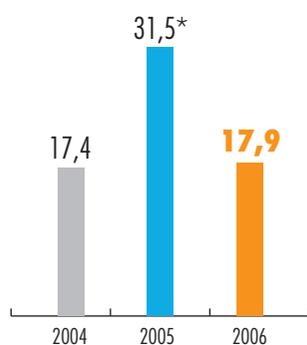
**39 %**

Hors France

**61 %**

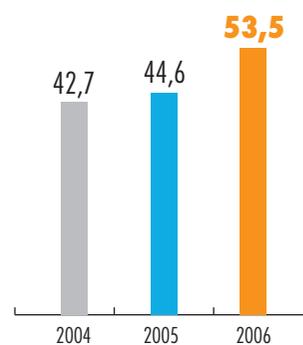


Evolution de l'endettement financier net  
en millions d'euros

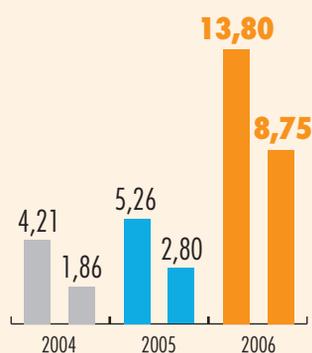


\* dont 16,5 M€ liés à DOM

Evolution des capitaux propres  
en millions d'euros



## Evolution du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe en millions d'euros



## Données boursières

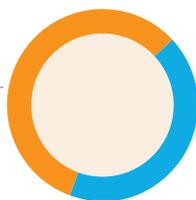
En euros	2004	2005	2006
Résultat net par action part du groupe	0,73 €	1,08 €	3,36 €
MBA par action	2,43 €	2,81 €	6,20 €
Dividende net	0,42 €	0,38 €	0,42 €
Nombre de titres	2 604.474	2 604 474	2 604 474

Place de cotation : Euronext Paris  
 Marché : Eurolist C  
 Code ISIN : FR0000052839  
 Code Reuter : SCDV  
 Indice : Cac all shares

## Répartition de l'actionnariat au 31/12/06 en pourcentage

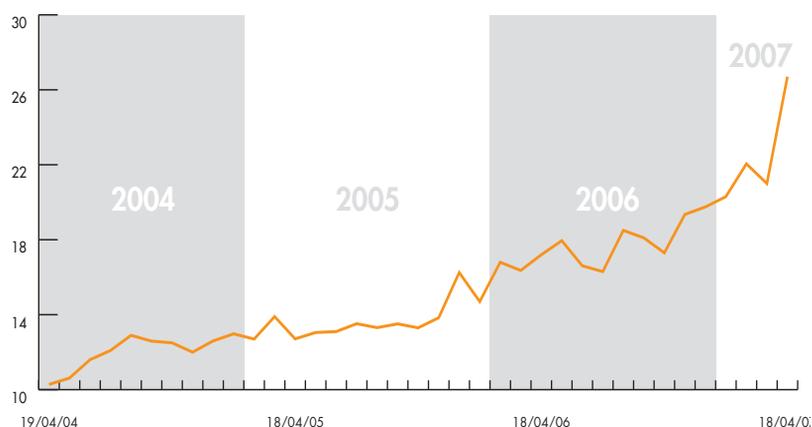
SFPI **57,3 %**

Public **42,7 %**



## Evolution du cours de bourse sur 3 ans

Cours au 18/04/2007 : 26,60 €



# Implantations



**PICARD**  
SERRURES

■ **métalux**®

**BROGLIE**  
INDUSTRIE  
TRANSFORMATION - ACCESSOIRE

**BEUGNOT**



**dény**  
FONTAINE

**DOM**  
SICHERHEITSTECHNIK

**EURO ELZETT**

**CR**  
SERRATURE



**TITAN**  
kamnik

**RONIS**

# « Spécialiste européen des serrures et systèmes de sécurité »

SECURIDEV est un groupe industriel européen indépendant, spécialisé dans les serrures et systèmes de sécurité.

La vocation de SECURIDEV est de concevoir, de fabriquer et de commercialiser :

- > des systèmes mécaniques, électroniques et électromécaniques de contrôle des accès pour de grandes organisations et des sites à risques ;
- > des serrures pour matériels et équipements, destinées aux industriels en fournissant des solutions clés en main, en liaison avec leurs bureaux d'études ;
- > des serrures pour le bâtiment, offrant une large gamme reconnue d'équipements pour la première et la deuxième monte.

L'année 2006 a été marquée par la finalisation du rachat de la société allemande Dom Sicherheitstechnik (décembre 2005) dont l'intégration s'est révélée très positive.

Cette opération majeure a permis au groupe d'acquérir une nouvelle dimension européenne en couvrant l'ensemble du marché de l'Europe centrale - 60 % des ventes globales ont été réalisées hors de France en 2006 - mais a également contribué au développement de nombreuses synergies industrielles et commerciales, avec la création de nouvelles gammes de produits, des échanges technologiques entre les filiales...

Globalement sur l'exercice 2006, le groupe SECURIDEV a affiché **150 millions** d'euros de chiffre d'affaires, en croissance de 49 % par rapport à 2005 et a dégagé un résultat net part du groupe de **8,75 millions** d'euros contre 2,80 millions d'euros en 2005.

Cette performance résulte des très bons résultats de la société Dom mais également de la contribution accrue des autres filiales du groupe.

2007 devrait être une nouvelle année de croissance, tant en terme d'activité que de résultats

<b>1</b>	<b>RAPPORT DE GESTION</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2006</b>	<b>10</b>
<b>3</b>	<b>COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2006</b>	<b>20</b>
<b>4</b>	<b>RAPPORT DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL SUR LE CONTROLE INTERNE</b>	<b>38</b>
<b>5</b>	<b>RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>40</b>
<b>6</b>	<b>PROJETS DES RESOLUTIONS A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 22 MAI 2007</b>	<b>47</b>

# 1. Rapport de Gestion

## RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 29 MARS 2007 SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle en application des statuts et de la loi sur les sociétés commerciales pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et

soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

### COMPTES SOCIAUX

#### Présentation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2006 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le compte de résultat fait apparaître une perte nette de 5 752 369 €, après déduction des amortissements et provisions réglementaires et justifiées, que nous vous proposons de répartir conformément aux statuts, comme il sera dit ci-après.

#### Activité et résultats financiers de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006

##### 1 – Activité de la Société

Au cours de l'exercice, suite à un reclassement interne de filiales du Groupe, la Société a acquis :

- 66,44 % du capital de RONIS-DOM Ltd (anciennement dénommée RONIS UK) auprès de RONIS SAS,
- 100 % de DOM PARTICIPATIONS auprès de DOM ALLEMAGNE.

En raison du résultat déficitaire de la société RONIS SAS, la provision sur titres a été complétée à hauteur de 6 800 K€.

##### 2 – Résultats financiers de la Société

La Société ne refacturant que des frais engagés, son chiffre d'affaires est en légère diminution du fait de la réduction du poste « Foires et expositions » au cours de l'exercice.

Le résultat d'exploitation passe de (988) K€ à (476) K€, car il n'y a pas eu de frais d'acquisition au cours de l'exercice.

Le résultat financier est en recul, car l'emprunt souscrit fin 2005 pour l'acquisition du Groupe DOM a couru sur toute l'année.

Le résultat exceptionnel provient principalement de la provision sur titres RONIS pour 6 800 K€.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent le résultat suivant :

Produits d'exploitation	1 280 566	
Charges d'exploitation	1 756 659	
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>(476 093)</b>
Produits financiers	2 486 543	
Charges financières	1 417 339	
<b>Résultat financier</b>		<b>1 069 204</b>
<b>Résultat courant avant impôts</b>		<b>593 111</b>
Produits exceptionnels	-	
Charges exceptionnelles	6 800 510	
<b>Résultat exceptionnel</b>		<b>(6 800 510)</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	
Impôts sur les bénéfices	(455 030)	
<b>Perte</b>		<b>(5 752 369)</b>

Il résulte d'une comparaison avec l'exercice précédent, l'évolution suivante :

Résultats	Exercice 2006	Exercice 2005
Chiffre d'affaires	1 272 644	1 385 651
Résultat d'exploitation	(476 093)	(988 241)
Résultat financier	1 069 204	1 642 944
Résultat courant avant impôt	593 111	654 703
Résultat exceptionnel	(6 800 510)	(1 821 892)
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>(5 752 369)</b>	<b>(681 619)</b>

## Activité juridique

### Approbation des comptes de l'exercice 2005

Par délibération de l'Assemblée Générale Mixte en date du 27 juin 2006, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005, faisant apparaître une perte nette comptable de 681 619 €, qu'ils ont décidé d'affecter de la façon suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : (681 619) €
- Quote-part du résultat de l'exercice 2002 : 989 700,12 €

Affectation :

- Report à nouveau : (681 619) €
- Dividende : 989 700,12 € prélevé sur le résultat 2002 figurant au compte Report à nouveau

Le dividende à répartir au titre de l'exercice a été ainsi fixé à 0,38 € par action et a été mis en paiement le 13 juillet 2006.

L'Assemblée Générale a également pris acte que ce dividende était éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 158-3 du Code général des impôts.

### Conventions réglementées

Nous avons donné à nos Commissaires aux Comptes toutes les indications utiles pour leur permettre de présenter leur rapport spécial sur les conventions visées par l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

### Affectation du résultat de l'exercice 2006

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 5 752 369 €, de la manière suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice : ..... (5 752 369) €
- Quote-part du résultat de l'exercice 2002 : ..... 1 093 879,08 €

Affectation :

- Report à nouveau : ..... (5 752 369) €
- Dividende : ..... 1 093 879,08 € prélevé sur le résultat 2002 figurant au compte Report à nouveau (soit 0,42 € par action).

Le dividende en numéraire sera mis en paiement à compter du 13 juin 2007.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 158-3 du Code général des impôts.

### Rappel des dividendes distribués au cours des exercices précédents

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende versé
2003	0,42 € * (sur le résultat 1999)
2004	0,42 € ** (sur le résultat 2000)
2005	0,38 € ** (sur le résultat 2002)

\* Hors avoir fiscal.

\*\* Intégralement éligible de l'abattement de 50 %.

### Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

### Activité en matière de recherche et de développement

Notre Société n'a pas immobilisé de frais de cette nature au cours de l'exercice 2006 au poste « Frais de recherche et de développement » à l'actif du bilan.

### Tableaux des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices

Au présent rapport, est joint en annexe le tableau des résultats des cinq derniers exercices prévu par l'article 148 du décret du 23 mars 1967.

### Prise et cession de participation ou de contrôle

#### Participations prises au cours de l'exercice

Notre Société a pris :

1. une participation à hauteur de 100 % dans le capital de la société DOM PARTICIPATIONS, société par actions simplifiée au capital de 2 237 000 € divisé en 223 700 actions de 10 €, ayant son siège social à PARIS (75017) – 20, rue de l'Arc de Triomphe, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° B 485 054 860,
2. une participation à hauteur de 66,44 % dans le capital de la société RONIS-DOM Ltd (anciennement dénommée RONIS UK), société de droit anglais au capital de 30 000 £, dont le siège social est situé à Wolverhampton, Moor Street South Blakenhall West Midlands (WV2 4JJ), immatriculée au Registre de la Companies House, Cardiff sous le numéro 2324698.

- Participations croisées : néant
- Cession de participation : néant.

### Répartition des droits de vote

Conformément aux dispositions de l'article 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues notamment en application de l'article 233-7 de ce code, nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales :

- possédant plus du vingtième (5 %) des droits de vote :

RICHELIEU FINANCE, dont le siège social est situé à PARIS (75008) – 6, avenue Franklin-Roosevelt, immatriculée au RCS de PARIS sous le n° B 333 856 029.

- possédant plus du dixième (10 %) des droits de vote : néant.
- possédant plus du cinquième (20 %) des droits de vote : néant.
- possédant plus du tiers (33,33 %) des droits de vote : néant.
- possédant plus de la moitié (50 %) des droits de vote : néant.
- possédant plus des deux tiers (66,66 %) des droits de vote : Société Financière De Participation Industrielle « S.F.P.I. » dont le siège social est à PARIS (75017) – 20, rue de l'Arc de Triomphe, immatriculée au RCS PARIS B 349 385 930.

### Actions inscrites au nom de la Société

Au 31 décembre 2006, aucune action n'était inscrite au nom de la Société.

### Etat de la participation des salariés au capital social

L'état de la participation des salariés au capital social au 31 décembre 2006 se situe à 7 434 titres, soit 0,28 %, au travers du FCP SECURIDEV EPARGNE.

### Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société

Conformément aux dispositions des articles L. 225-102-I, alinéa 4 du Code de commerce, 148-2 et 148-3 du décret du 23 mars 1967, nous vous informons que notre Société n'emploie que cinq (5) salariés dans le cadre de contrats à durée indéterminée. Trois (3) de ces salariés sont détachés auprès d'une filiale à l'étranger.

Les autres informations visées par les articles 148-2 et 148-3 du décret du 23 mars 1967, ne sont pas applicables à SECURIDEV, en raison de sa taille et de son activité.

### Informations concernant la rémunération des mandataires sociaux

Conformément à l'article 225-102-1 alinéa 2, nous vous informons que Monsieur Henri MOREL :

1) en sa qualité de Président de la société DENY FONTAINE, a perçu de cette filiale une rémunération brute annuelle de 95 368 €, et qu'en outre, cette dernière a cotisé au titre de l'assurance chômage des dirigeants et de la retraite complémentaire (GSC) une somme de 6 615 € ;

2) en sa qualité de Président-Directeur Général de la société SFPI, a perçu une rémunération brute annuelle de 182 606 €.

### Information concernant les mandataires sociaux

#### Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, alinéa 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société :

• Monsieur Henri MOREL :

1. Président-Directeur Général : FOREST-LINE INDUSTRIES - NEU SA - SFPI - Sociétés des remontés mécaniques du Champ du Feu
2. Présidence de SAS : ARC MANAGEMENT - SAS B.G.M. - DELTA NEU - DENY FONTAINE - LA FONCIERE NEU SAS - METALUX - RONIS
3. Représentant permanent : FOREST-LINE INDUSTRIES - INSTITUT TECHNIQUE NEU
4. Gérant : SOCIETE TELESKI DES VIEUX PRES

• Monsieur Jean-Bertrand PROT :

1. Administrateur : FOREST-LINE INDUSTRIES - NEU SA - SFPI
2. Présidence de SAS : ASET - FIMECA - FINANCIERE BARRIQUAND - FOREST-LINE ALBERT - FOREST-LINE CAPDENAC - FRANCE FERMETURES - FRANCIAFLEX - MMD - SPRING MANAGEMENT
3. Directeur Général : FOREST-LINE INDUSTRIES - SFPI
4. Représentant permanent : STORISTES DE FRANCE - BAIE OUEST

• Monsieur Nicolas LOYAU :

1. Administrateur : FOREST-LINE INDUSTRIES - BAIE OUEST
2. Présidence de SAS : BARRIQUAND - BaTT - MATERIELS ACCESSOIRES DU CENTRE - THERMICA
3. Représentant permanent : NEU SA

• Monsieur Thierry CHEVALLIER :

1. Administrateur : EXXEL - MEDIATIONS

### Evénements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi

Aucun événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle ce rapport est établi.

## COMPTES CONSOLIDÉS

Ce rapport, conformément à la loi du 3 janvier 1985, permet de donner une image plus complète de la situation réelle du pôle sécurité, grâce à l'établissement des comptes représentatifs de l'activité globale.

### 1 – Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2006 ont été établis dans le référentiel IFRS.

Au cours de l'exercice, le périmètre de consolidation a vu l'entrée de la société DOM POLSKA, ainsi que

la fusion intervenue entre RONIS UK et DOM UK qui a donné naissance à RONIS-DOM Ltd.

Par ailleurs, il a été décidé de mettre en équivalence la société ELZETT-FEK qui a été intégrée globalement à 50 % sur l'exercice précédent.

L'effectif moyen des sociétés consolidées est de 1 971 personnes.

Les principaux comptes de charges et de produits de l'exercice écoulé engendrent les résultats suivants qui, par comparaison avec l'exercice précédent, évoluent de la façon suivante :

Résultats (en K€)	Exercice 2006 *	%	Exercice 2005 *	2006/ 2005
Chiffre d'affaires	149 972	-	100 804	+ 49 %
Résultat opérationnel courant	12 383	8,26	6 527	+ 90 %
Résultat opérationnel	13 804	9,20	5 261	+ 162 %
Résultat financier	(1 145)	-	(676)	-
Impôt société	3 781	-	1 432	-
Résultat net des entreprises consolidés	9 075	6,05	3 153	+ 188 %
Intérêts minoritaires	325	-	353	-
<b>Part Groupe</b>	<b>8 750</b>	<b>-</b>	<b>2 800</b>	<b>-</b>

\* Taux moyen.

### 2 – L'activité et les principaux résultats

#### A - SECURIDEV consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé 2006 a atteint 149 972 K€ à taux de change moyen, en hausse de 49 %, contre un chiffre d'affaires 2005 de 100 804 €.

A structure comparable, le chiffre d'affaires s'élève à 104 415 K€, et est en progression de 3,58 %.

Le résultat opérationnel courant représente 8,1 % du chiffre d'affaires contre 6,5 % en 2005.

Le résultat financier est négatif de 1 145 K€, contre un résultat financier négatif de 676 K€ l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel passe de 5 261 K€ en 2005 à 13 804 K€, (soit 9,20 % du chiffre d'affaires), en augmentation de 162 %.

L'impôt consolidé est de 3 781 K€.

Le résultat consolidé net est un bénéfice de 9 075 K€, en hausse de 188 %.

Au cours de l'exercice, l'endettement financier net y compris la participation des salariés du Groupe est

passé de 31 496 K€ à 17 875 K€, et l'endettement bancaire net de 30 114 K€ à 16 706 K€.

La capacité d'autofinancement du Groupe SECURIDEV est passée de 7 110 K€ en 2005 à 12 735 K€ en 2006.

Les investissements opérationnels ont atteint 4 579 K€ contre 4 500 K€ l'exercice précédent.

#### B - Commentaire sur les principaux résultats des branches du Groupe SECURIDEV

##### Branche Professionnelle

Cette branche correspond aux activités du Groupe RONIS, de la société DENY FONTAINE et du Groupe DOM. Elle a représenté 62,50 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2006	2005
Chiffre d'affaires (en K€)	93 739	43 399
% de marge brute *	77,45	69,10
Résultat opérationnel courant (en K€)	8 342	3 017
% sur chiffre d'affaires	8,90	6,95

\* Sur production, y compris sous-traitance.

### Branche Grand Public

Cette branche correspond aux activités des sociétés PICARD-SERRURES, BROGLIE INDUSTRIE, BEUGNOT ENTREPRISE, METALUX, C.R. SERRATURE, EURO-ELZETT, TITAN d.d. et METALPLAST. Elle a représenté 37,50 % de l'activité du Groupe SECURIDEV.

	2006	2005
Chiffre d'affaires (en K€)	56 233	57 405
% de marge brute	64,51	60,20
Résultat opérationnel courant (en K€)	4 552	3 839
% sur chiffre d'affaires	8,09	6,69

### C - Les principaux résultats sociaux des filiales

#### 1 - Chiffres d'affaires (en K€)

Sociétés	2006	2005
BEUGNOT ENTREPRISE	2 120	2 199
BROGLIE INDUSTRIE	3 255	2 702
DENY FONTAINE	19 126	19 519
DOM SAS (France)**	4 995	4 858
DOM PARTICIPATIONS (France)	-	-
GIE SERUTOL	1 957	1 799
METALUX	10 106	10 544
PICARD-SERRURES	8 731	8 322
RONIS	19 760	19 181
SECURIDEV	1 273	1 386
TSS RONIS DIFFUSION	1 269	-
C.R. SERRATURE	4 875	4 737
DOM AG		
SICHERHEITSTECHNIK (Suisse)**	3 110	270
DOM UK Ltd**	601	59
DOM POLSKA	379	-
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (Allemagne)**	49 607	4 228
EURO-ELZETT	8 977	8 782
EURO-TOOLS	1 861	1 697
METALPLAST CZESTOCHOWA	5 974	5 046
RONIS UK Ltd	-	2 918
RONIS-DOM Ltd	3 493	-
SECURIDEV-TCHEQUIE	825	813
TITAN d.d.	17 127	16 898

\*\* Quote-part décembre 2005.

### 2 - Résultats d'exploitation (en K€)

Sociétés	2006	2005
BEUGNOT ENTREPRISE	459	457
BROGLIE INDUSTRIE	214	199
DENY FONTAINE	2 447	2 287
DOM SAS (France)**	66	(193)
DOM PARTICIPATIONS (France)**	(10)	(3)
GIE SERUTOL	28	(0,1)
METALUX	622	330
PICARD-SERRURES	1 465	1 357
RONIS	350	32
SECURIDEV	(476)	(988)
TSS RONIS DIFFUSION	22	-
C.R. SERRATURE	236	328
DOM AG		
SICHERHEITSTECHNIK (Suisse)**	288	13
DOM POLSKA	(76)	-
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (Allemagne)**	6 430	614
DOM UK Ltd**	(18)	(26)
EURO-ELZETT	718	(159)
EURO-TOOLS	3	110
METALPLAST CZESTOCHOWA	33	67
RONIS UK Ltd	-	51
RONIS-DOM Ltd	82	-
SECURIDEV-TCHEQUIE	57	5
TITAN d.d.	1 611	902

\*\* Quote-part décembre 2005.

**3 - Résultats nets de l'exercice (en K€)**

Sociétés	2006	2005
BEUGNOT ENTREPRISE	324	322
BROGLIE INDUSTRIE	166	107
DENY FONTAINE	1 238	968
DOM SAS (France)**	83	(135)
DOM PARTICIPATIONS (France)**	(271)	(53)
GIE SERUTOL	20	15
METALUX	457	397
PICARD-SERRURES	1 093	1 005
RONIS	501	(1 391)
SECURIDEV	(5 752)	(681)
TSS RONIS DIFFUSION	9	-
C.R. SERRATURE	58	68
DOM AG		
SICHERHEITSTECHNIK (Suisse)**	484	40
DOM POLSKA	(64)	-
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (Allemagne) (hors impôt)**	4 160	589
DOM UK Ltd**	(51)	(23)
EURO-ELZETT	2 153	(185)
EURO-TOOLS	(14)	64
METALPLAST CZESTOCHOWA	7	19
RONIS UK Ltd	-	37
RONIS-DOM Ltd	(63)	-
SECURIDEV-TCHEQUIE	38	37
TITAN d.d.	1 527	692

\*\* Quote-part décembre 2005.

**4 - Endettements bancaires à long et moyen termes (hors crédits-baux retraités en consolidation) (en K€)**

Les sociétés sans endettement à long et moyen termes ne sont pas mentionnées.

Sociétés	Dettes de	
	1 à 5 ans	+ 5 ans
BROGLIE INDUSTRIE	44	-
C.R. SERRATURE	35	-
EURO-ELZETT	-	-
METALUX	-	-
METALPLAST CZESTOCHOWA	-	-
PICARD-SERRURES	52	-
SECURIDEV	10 767	2 364
TITAN d.d.	2 487	533
<b>Total</b>	<b>13 385</b>	<b>2 897</b>

**5 - Situations nettes (en K€)**

Sociétés	2006 *	2005 *
BEUGNOT ENTREPRISE	975	1 090
BROGLIE INDUSTRIE	710	556
DENY FONTAINE	7 825	7 308
DOM SAS (France)	869	3 708
DOM PARTICIPATIONS (France)	1 913	2 184
GIE SERUTOL	20	15
METALUX	3 780	3 324
PICARD-SERRURES	3 477	3 328
RONIS	(782)	(1 283)
SECURIDEV	43 324	50 066
TSS RONIS DIFFUSION	44	-
C.R. SERRATURE	1 694	1 674
DOM AG		
SICHERHEITSTECHNIK (Suisse)	3 088	11 697
DOM POLSKA	(456)	-
DOM SICHERHEITSTECHNIK GMBH (Allemagne) (hors impôt)	12 684	8 534
DOM UK Ltd	601	(399)
EURO-ELZETT	5 943	4 010
EURO-TOOLS	275	445
METALPLAST CZESTOCHOWA	1 823	2 657
RONIS UK Ltd	-	83
RONIS-DOM Ltd	1 139	-
SECURIDEV-TCHEQUIE	151	93
TITAN d.d.	11 148	11 361

\* Taux de clôture.

**3 - Perspectives d'avenir**

- Développement de nouvelles synergies entre les filiales.
- Poursuite de l'amélioration de la marge opérationnelle.
- Nouvelle réduction de l'endettement financier.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Président-Directeur Général  
**Henri MOREL**  
Un Administrateur  
**Nicolas LOYAU**

## 2. Comptes sociaux

<b>1</b> Bilan social au 31 décembre 2006	11
<b>2</b> Compte de résultat social au 31 décembre 2006	11
<b>3</b> Annexe au comptes sociaux au 31 décembre 2006	12
<b>4</b> Tableau des filiales et participations	18
<b>5</b> Tableau des résultats des cinq derniers exercices	19

## 1. BILAN SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2006

### ACTIF

	Net 31/12/06 En K€	Net 31/12/05 en K€	Net 31/12/04 en K€
Immobilisations corporelles & informatiques	13	25	32
Immobilisations financières	70 250	72 927	57 713
<b>Total de l'actif Immobilisé</b>	<b>70 263</b>	<b>72 952</b>	<b>57 745</b>
Créances clients & comptes rattachés	381	484	615
Créances diverses	9 168	7 193	4 886
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	5 051	4 047	10
Charges constatées d'avance	174	285	26
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>14 774</b>	<b>12 009</b>	<b>5 537</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>85 037</b>	<b>84 961</b>	<b>63 282</b>

### PASSIF

	31/12/06 en K€	31/12/05 en K€	31/12/04 en K€
Capital	39 067	39 067	39 067
Primes d'émissions, fusion, apports	1 593	1 593	6 304
Réserves	8 416	10 088	11 975
Résultat	(5 752)	(682)	(5 505)
Capitaux propres	43 324	50 066	51 841
Provisions pour risques et charges			
Dettes financières	17 685	23 527	3 578
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	299	643	178
Dettes diverses	23 729	10 725	7 685
Dettes	41 713	34 895	11 441
<b>Total du passif</b>	<b>85 037</b>	<b>84 961</b>	<b>63 282</b>

## 2. COMPTE DE RESULTAT SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2006

	31/12/06 en K€	31/12/05 en K€	31/12/04 en K€
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>1 273</b>	<b>1 386</b>	<b>1 515</b>
Autres produits d'exploitation	8	1	1
Reprises sur provisions et transferts de charges			84
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>1 281</b>	<b>1 387</b>	<b>1 600</b>
Charges externes	(1 016)	(1 763)	(1 075)
Impôts, taxes & Assimilés	(19)	(12)	(10)
Frais de personnel	(694)	(583)	(886)
Dotations aux amortissements	(12)	(13)	(5)
Autres charges	(16)	(4)	(11)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(1 757)</b>	<b>(2 375)</b>	<b>(1 987)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(476)</b>	<b>(988)</b>	<b>(387)</b>
Résultat financier	1 069	1 643	3 256
Résultat courant avant impôt	593	655	2 869
Résultat exceptionnel	(6 800)	(1 822)	(8 605)
Impôt société	455	485	231
<b>Résultat net</b>	<b>(5 752)</b>	<b>(682)</b>	<b>(5 505)</b>

### 3. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2006

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2006, dont le total est de 85 037 K€ et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le résultat est déficitaire de 5 752 K€.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2006 au 31 décembre 2006.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrale des comptes annuels.

#### Principes, règles et méthodes comptables

Les conventions générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles comptables d'établissement ou de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règlements N° 2004-06 et N° 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable relatifs à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, leur amortissement et leur dépréciation, entrés en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, n'ont pas eu d'impact sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2005.

Eléments	Durée ou taux	Amortissement fiscal
Matériel informatique neuf	3	L

Seuls les amortissements exceptionnels sont traités en amortissement dérogatoire.

#### Leasings, locations longue durée ou financière

Aucun bien utilisé par l'entreprise par ces moyens de financement n'est immobilisé.

#### Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût historique d'acquisition. Lorsque la valeur estimée des titres est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

Sauf indications contraires, les montants ci-après sont indiqués en milliers d'euros (K€).

#### Immobilisations incorporelles

Les droits et concessions de brevets et licences acquis sont comptabilisés dans ce poste. L'amortissement est effectué sur la durée de protection juridique. Les frais d'enregistrement des marques déposées y sont aussi inscrits sans qu'ils fassent l'objet d'amortissement.

En dehors des situations exceptionnelles et significatives, les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées en charge au cours de l'exercice dans lequel elles sont supportées. Lorsqu'elles sont immobilisées, avec le cas échéant les frais de dépôt de brevets, elles sont amorties sur trois ans à compter du début de commercialisation ou d'utilisation. Si les conditions d'inscription à l'actif cessent d'être réunies, elles font l'objet de provisions.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

#### Créance client

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Sauf exception dûment justifiée, toutes créances échues depuis plus de 12 mois sont intégralement dépréciées, celles de plus de six mois étant au moins provisionnées à 50 %.

**Créances et dettes diverses**

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes libellées en monnaie étrangère sont ajustées en fonction des cours de clôture en contrepartie des comptes de régularisation actifs ou passifs.

**Provisions réglementées**

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

**Provisions pour risques et charges**

Les risques et charges nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine, et que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions pour risques et charges.

**Charges et produits constatés d'avance**

Les charges et produits constatés d'avance résultent du principe d'indépendance des exercices qui implique de soustraire les charges comptabilisées dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été reçue et les produits dont la contrepartie (fourniture du bien ou du service) n'a pas encore été exécutée par la société.

**Note sur les états comptables****I - Faits marquants de l'exercice**

Suite à un reclassement interne de filiales du Groupe, SECURIDEV a acquis 66,44% des titres de RONIS-DOM UK auprès de RONIS et 100 % de DOM PARTICIPATIONS auprès de DOM Allemagne.

Compte tenu des résultats insuffisants de la société RONIS, il a été décidé d'en compléter la provision sur titres à hauteur de 6 800 K€.

**II - Immobilisations incorporelles, corporelles et financières****Immobilisations incorporelles et corporelles**

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Incorporelles brutes	58	0	0	58
Corporelles brutes	21	0	0	21
<b>Total brut</b>	<b>79</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>79</b>
Amortissements & provisions	55	12	0	67
<b>Net</b>	<b>24</b>			<b>12</b>

**Engagements de retraite**

La méthode retenue pour l'évaluation est la méthode prospective avec un taux d'actualisation de 3,98 %, une inflation de 1,5 % et une progression des salaires hors inflation due aux promotions de 1,5 %. Les indemnités de départ à la retraite ont été évaluées en tenant compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence lors du départ à la retraite et du salaire probable en fin de carrière. Les hypothèses principales retenues sont que les départs se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les non-cadres.

Cet engagement n'est pas comptabilisé en provision mais figure en engagement hors bilan.

**Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

**Changement de méthode de présentation**

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

**Intégration fiscale**

La Société est mère d'intégration fiscale. Comme le prévoit la convention d'intégration fiscale, la quote-part de la filiale à la charge d'impôt du Groupe est calculée comme si la société n'était pas intégrée.

**Consolidation**

La société est détenue à 57,3 % par la société SFPI et y est consolidée par intégration globale.

### Immobilisations financières

	Solde précédent	Augmentation	Diminution	Clôture
Participations	97 187	3 923	0	101 110
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	0	200	0	200
<b>Total</b>	<b>97 187</b>	<b>4 123</b>	<b>0</b>	<b>101 310</b>
Provisions	24 260	6 800	0	31 060
<b>Net</b>	<b>72 927</b>			<b>70 250</b>

L'augmentation des titres de participation se décompose en 803 K€ de complément de prix sur DOM Allemagne, 799 K€ de titres RONIS-DOM UK et 2 320 K€ de titres DOM PARTICIPATIONS.

Le prêt de 200 K€ a été consenti à la filiale polonaise METALPLAST dans le cadre du rachat par celle-ci de DOM Pologne.

### III - Capitaux propres

Le capital de 39 067 110 € est divisé en 2 604 474 actions libérées.

	Solde précédent	Variation capital	Variation provision réglementée	Variation subvention investissement	Affectation du résultat	Clôture
Capital social	39 067	0			0	39 067
Prime d'émission ou apport	1 593	0			0	1 593
Réserve légale	1 553	0			0	1 553
Report à nouveau	8 534	0			(1 671)	6 863
Résultat de l'exercice précédent	(682)	0			682	0
Résultat de l'exercice						(5 752)
Dividende		0			989	
<b>Capitaux propres</b>	<b>5 476</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>43 324</b>

### IV - Emprunts et dettes financières

Ces dettes se répartissent comme suit :

Etablissements de crédit	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts bancaires	5 296	12 209		17 505
Intérêts courus	168	0	0	168
Crédits spots	0	0	0	0
Découverts	12	0	0	12
<b>Total</b>	<b>5 476</b>	<b>12 209</b>		<b>17 685</b>

Aucun nouvel emprunt n'a été conclu au cours de l'exercice. La totalité des emprunts a un taux d'intérêt variable basé sur l'Euribor. Pour son emprunt de 15 455 K€ à la clôture, SECURIDEV a protégé son taux de base contre une hausse supérieure à 4,46 % pour les années 2007 et 2008. Les échéances 2006 de ces emprunts ont été de 5 958 K€.

### V - Dettes et Créances

Créances	31/12/06	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Créances clients	381	381	0	
Personnel et comptes rattachés			0	
Sécurité sociale, organismes sociaux			0	
Etat – Impôts sur les bénéfices			0	
Etat – TVA	42	42	0	
Etat – Autres	0	0	0	
Groupe & associés	9 431	9 115	316	
Autres créances	11	11	0	
Charges constatées d'avance	32	32	0	
<b>Total</b>	<b>9 897</b>	<b>9 581</b>	<b>316</b>	

En dehors des créances relatives au solde d'impôt à recevoir des filiales soit 450 K€, dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était prêteuse, intérêts courus inclus, de : 2 596 K€ à DENY, 5 043 K€ à RONIS, 992 K€ à DOM PARTICIPATIONS, 317 K€ à SECURIDEV Pologne, et 33 K€ à SECURIDEV Tchèque.

Dettes	31/12/06	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs, comptes rattachés	299	299	0	
Personnel, comptes rattachés	67	67	0	
Sécurité sociale, organismes sociaux	82	82	0	
Etat – Impôt sur les bénéfices	3 354	3 354	0	
Etat – TVA	95	95	0	
Etat – Autres	12	12	0	
Dettes sur immobilisation	2 320	2 320	0	
Groupe & associés	17 799	17 799	0	
Autres dettes	0	0	0	
Produits constatés d'avance	0	0	0	
<b>Total</b>	<b>24 028</b>	<b>24 028</b>	<b>0</b>	

Dans le cadre de la convention de trésorerie, SECURIDEV était emprunteuse à ses filiales, intérêts courus inclus, de : 1 038 K€ à PICARD, 248 K€ à METALUX, 48 K€ à C.R. SERRATURE, 3 025 K€ à EURO-ELZETT, 2 206 K€ à TITAN, 380 K€ à DOM France, 903 K€ à DOM Suisse, 22 K€ à DOM PARTICIPATIONS, et 9 929 K€ à DOM Allemagne. La forme juridique de DOM Allemagne en tant que « GmbH & Co KG » rend SECURIDEV directement propriétaire de la totalité de ces avances sans avoir formellement à voter une distribution de dividendes.

Les créances et dettes vis-à-vis des sociétés du Groupe se répartissent comme suit :

Créances clients	299
Autres créances	9 431 dont 450 au titre de l'impôt société
Dettes fournisseurs	33
Fournisseurs d'immobilisation	2 320 dû à DOM Allemagne pour l'acquisition de DOM PARTICIPATIONS en décembre
Autres dettes	17 799 dont néant au titre de l'impôt société

## VI - Provisions sur créances

La variation du poste s'analyse comme suit :

	Exploitation	Financière	Exceptionnelle	Total
Origine N-1	0	539	0	539
Dotations	0	28	0	28
Reprises	0	250	0	250
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>317</b>	<b>0</b>	<b>317</b>

La provision concerne le compte courant à l'ancienne filiale SECURIDEV Pologne. SECURIDEV a abandonné au cours de l'année un montant partiel de 250 K€.

## VII - Répartition des charges à payer dans les postes de bilan

Emprunts	168
Fournisseurs	196
Social-fiscal	88

## VIII - Charges et/ou produits constatés d'avance

A la clôture, la variation des produits et charges constatés d'avance n'est pas significative.

## IX - Chiffre d'affaires

Ventilation par zone géographique :

National	736
Union européenne	537
Autres pays	0

Ventilation par activité :

	Total	Dont Groupe
Prestations de service & refacturation de frais	1 273	1 273
<b>Total</b>	<b>1 273</b>	<b>1 273</b>

## X - Résultat financier

Dividendes	1 973
Produit des placements	391
Autres	(5)
Intérêts des comptes courants	(463)
Intérêts de la dette	(827)
<b>Total</b>	<b>1 069</b>

## XI - Résultat exceptionnel

	Charges	Dotations	Produits	Reprises	Net
Divers	(1)		0	0	(1)
Provisions sur titres Ronis	-	6 800	0	0	(6 800)

## XII - Autres informations

Les opérations réalisées avec les sociétés du Groupe ont donné lieu aux enregistrements suivants :

Re-facturation de frais & personnel	1 273
Produits d'exploitation	1 273
Charges externes	11
Charges d'exploitation	11
Produits financiers	360
Dividendes	1 973
Charges financières	464

## XIII - Fiscalité, ventilation de l'impôt

	Brut	Retraitement	Total	Base imposable		IS
				à + 33 <sup>1/3</sup> + 1,5 %	à + 19 % + 1,5 %	
Résultat d'exploitation	(476)	2	(474)	(474)	0	(158)
Résultat financier	1 069	(1 952)	(883)	(883)	0	(294)
Résultat exceptionnel	(1)	0	(1)	(1)	0	0
Intégration fiscale						(3)
<b>Impôt société total</b>						<b>(455)</b>

**XIV - Accroissement et allègement de la dette future d'impôt**

Les charges définitivement non déductibles enregistrées dans l'exercice ont été de 4 K€. Il n'y a pas de charges non déductibles temporairement pouvant avoir un effet sur l'impôt dans le futur.

**XV - Engagements hors bilan**

Nantissements et/ou hypothèques	17 685
Indemnités de départ en retraite	102

L'engagement au droit à la formation est non significatif.

**XVI - Avances et rémunérations aux dirigeants**

Conformément à l'Art. 106-51 de la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la Société.

**XVII - Effectifs moyens de l'entreprise**

	Salariés	Intérimaires	Mises à disposition	Personnel
Cadres	3	0	0	3
Maîtrise	2	0	0	2
Employés	0	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>

Au 31 décembre, l'effectif de l'entreprise était de 5 personnes.

**XVIII - Evénements post-clôture**

Aucun événement post-clôture n'est à signaler.

#### 4. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (EN K€) – Article 233-1 du nouveau Code de commerce

Sociétés	Capital	Réserves, report à nouveau avant résultat	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur brute comptable des titres détenus	Provisions sur titres	Prêts, avances consentis non remboursés	Cautions données	Dividendes encaissés en 2005 hors avoir fiscal	Résultat du dernier exercice clos	Chiffre d'affaires du dernier exercice clos
<b>Participations françaises supérieures ou égales à 50 %</b>										
METALUX SAS - St-Dizier Siren : 572 020 394	1 300	2 024	99,79	4 049					457	10 106
DENY-FONTAINE SAS - St-Bliment Siren : 552 105 603	414	6 173	99,66	25 526		2 557		718	1 238	19 126
RONIS SAS - Sancoins Siren : 345 004 147	1 575	(2 858)	99,99	34 620	28 149	4 970			501	19 760
PICARD SERRURES SAS Feuquières-en-Vimeu Siren : 341 148 823	1 015	1 368	99,99	2 894				944	1 093	8 730
DOM PARTICIPATIONS - Paris Siren : 485 054 860	2 237	(53)	100,00	2 320					(271)	
<b>Participations étrangères supérieures ou égales à 50 %, comptes établis aux normes françaises</b>										
DOM Kg Brühl - ALLEMAGNE	2 503	276	100,00	17 167					3 173	45 955
C.R. SERRATURE SA Turin - ITALIE	1 144	492	100,00	5 057	2 860			37	58	4 874
EURO ELZETT SA Sopron - HONGRIE	1 092	2 698	100,00	3 877					2 153	8 977
ELZETT FEK SA Sopron - HONGRIE	1 870	(268)	50,00	778	51				82	13 733
METALPLAST SA Czestochowa - POLOGNE	285	1 530	98,73	2 068					7	5 974
SECURIDEV TCHEQUIE SA Prague - REPUBLIQUE TCHEQUE	4	109	100,00	3					38	825
TITAN SA Kamnik - SLOVENIE	6 511	4 580	70,51	1 914				274	965	17 146
RONIS DOM Ltd Wolverhampton - UK	45	1 157	66,34	799					(63)	3 493
SECU BETEILIGUNGS GmbH Brühl - ALLEMAGNE	25	25	100,00	25						

En outre, figurent parmi les participations 11 K€ dans une filiale à 100 % en Pologne sans activité actuellement.

## 5. TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES (EN €)

Nature des indications	2002	2003	2004	2005	2006
<b>1. Capital en fin d'exercice</b>					
Nombre d'actions ordinaires existantes	2 893 860	2 604 474	2 604 474	2 604 474	2 604 474
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- par conversion d'obligations					
- Par exercice de droits de souscription					
<b>2. Chiffre d'affaires</b>	<b>1 270 414</b>	<b>1 371 633</b>	<b>1 515 202</b>	<b>1 385 651</b>	<b>1 272 644</b>
<b>3. Opérations &amp; résultats de l'exercice</b>					
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	3 502 308	1 575 017	2 809 064	670 475	854 303
Impôt sur les bénéfices	(207 417)	(518 559)	(230 556)	(485 570)	(455 030)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	3 381 874	(2 170 115)	(5 505 684)	(681 619)	(5 752 369)
Résultat distribué	1 099 667	1 093 879	1 093 879	990 000	
<b>4. Résultat par action</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotation aux provisions et amortissements	1,28	0,80	1,17	0,44	0,68
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux provisions et amortissements	1,17	(0,83)	(2,11)	(0,26)	(2,21)
Dividende attribué à chaque action	0,38	0,42	0,42	0,38	
<b>5. Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés	3	4	4	4	5
Montant de la masse salariale de l'exercice	409 250	431 748	706 247	457 454	541 341
Montant des sommes versées au titre des cotisations et avantages sociaux	124 613	152 083	180 064	125 390	152 754

# 3. Comptes consolidés

<b>1</b> Bilan consolidé au 31 décembre 2006	21
<b>2</b> Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2006	22
<b>3</b> Tableau de financement consolidé	23
<b>4</b> Annexe aux comptes consolidés	24

## 1. BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2006

### ACTIF

	31/12/06 en K€	31/12/05 en K€	31/12/04 en K€
Ecart d'acquisition (Note 2)	33 133	42 027	25 430
Immobilisations incorporelles (Note 1)	846	840	507
Immobilisations corporelles (Note 3)	35 828	21 802	14 106
Immeubles de placement (Note 4)	0	270	270
Immobilisations financières (Note 6)	2 552	616	758
Impôt différé actif (Note 17)	7 734	9 769	4 493
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>80 093</b>	<b>75 324</b>	<b>45 564</b>
Actifs destinés à être cédés (Note 5)	2 325	2 325	2 236
Stocks et en-cours (Note 7)	25 610	23 672	16 878
Créances clients & comptes rattachés (Note 8)	31 056	32 570	24 115
Créances diverses (Note 9)	4 495	4 895	1 601
Disponibilités et valeurs mobilières de placement (Note 10)	7 874	6 781	1 878
Charges constatées d'avance	1 094	939	563
Ecart de conversion actif	0	6	8
<b>Total des actifs courants</b>	<b>70 128</b>	<b>68 863</b>	<b>45 043</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>152 547</b>	<b>146 512</b>	<b>92 843</b>

### PASSIF

	31/12/06 en K€	31/12/05 en K€	31/12/04 en K€
Capital	39 067	39 067	39 067
Réserves consolidées/Part du Groupe	2 241	383	(233)
Etats des profits et pertes actuariels de l'exercice	839	(126)	(110)
Résultat/Part du Groupe	8 750	2 800	1 860
<b>Capitaux propres Part Groupe (Note 11)</b>	<b>50 897</b>	<b>42 124</b>	<b>40 584</b>
Intérêts minoritaires (Note 12)	2 623	2 458	2 191
<b>Capitaux propres de l'ensemble consolidé</b>	<b>53 520</b>	<b>44 582</b>	<b>42 775</b>
Provisions pour risques et charges non courantes (Note 13)	25 163	24 447	4 060
Dettes financières à long terme (Note 14)	18 505	27 005	8 910
Impôt différé passif (Note 17)	5 712	1 406	1 389
<b>Passif non courant</b>	<b>49 380</b>	<b>52 858</b>	<b>14 359</b>
Passifs des activités destinées à être cédées (Note 5)	41	434	1 334
Provisions pour risques et charges courantes (Note 13)	2 574	2 895	500
Dettes financières à court terme (Note 14)	7 244	11 272	10 387
Dettes fournisseurs (Note 16)	14 794	14 082	11 567
Dettes diverses (Note 16)	24 994	20 389	11 921
<b>Passif courant</b>	<b>49 606</b>	<b>48 638</b>	<b>34 375</b>
<b>Total du passif</b>	<b>152 547</b>	<b>146 512</b>	<b>92 843</b>

## 2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2006

	31/12/06 Normes IFRS en K€	31/12/05 Normes IFRS en K€
<b>Résultats consolidés IFRS</b>		
Chiffre d'affaires net (Note 19)	149 972	100 804
Production stockée	492	(154)
Achats consommés y compris sous-traitance	42 068	33 243
Marge brute	108 396	67 407
% de production	72,0 %	67,0 %
Autres produits d'exploitation et subvention	830	1 243
Dotations nettes aux provisions (Note 20)	386	29
Charges externes	(24 736)	(17 143)
Impôts, taxes & assimilés	(2 241)	(1 979)
Frais de personnel	(60 197)	(36 922)
Dotations aux amortissements (Note 20)	(7 132)	(4 176)
Autres charges	(2 374)	(1 381)
Participation des salariés et intéressement	(549)	(551)
Résultat opérationnel courant	12 383	6 527
% du chiffre d'affaires	8,3 %	6,5 %
Coût des restructurations	(966)	(578)
Cession immobilière	1 545	
Autres produits et charges non récurrents	(338)	(14)
Variation des pertes de valeur (Note 20)	1 180	(674)
Résultat opérationnel	13 804	5 261
% du chiffre d'affaires	9,2 %	5,2 %
Résultat financier (Note 21)	(1 145)	(676)
Résultat des activités destinées à être cédées		
Résultat avant impôt	12 659	4 585
Impôt société (Note 23)	3 781	1 432
Résultat mis en équivalence	197	
Résultat net des entreprises consolidées	9 075	3 153
% du chiffre d'affaires	6,1 %	3,1 %
Part des minoritaires	325	353
Part de la société mère	8 750	2 800
Résultat net par action (hors autocontrôle) en €	3,36	1,08

### 3. TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE

	31/12/06 en K€	31/12/05 en K€	31/12/04 en K€
<b>1 - Flux d'exploitation</b>			
Résultat opérationnel	13 804	5 264	4 209
Dotations aux amortissements d'exploitation	7 132	4 176	4 073
Variation des provisions d'exploitation	(386)	(812)	(317)
Variation des provisions pour perte de valeur	(1 180)	670	1160
Plus ou moins-values de cession et VNC des immobilisations sorties	(1 822)	41	22
<b>Autofinancement brut opérationnel *</b>	<b>17 547</b>	<b>9 339</b>	<b>9 147</b>
Variation des stocks et encours	(1 963)	704	(2 275)
Variation des clients	1 702	(952)	(795)
Variation des fournisseurs	973	580	(598)
Variation des autres créances et dettes	4 607	(91)	1 612
<b>Variation brute du besoin en fonds de roulement</b>	<b>5 319</b>	<b>241</b>	<b>(2 056)</b>
Trésorerie provenant de l'opérationnel	22 866	9 580	7 091
<b>Résultat financier *</b>	<b>(1 145)</b>	<b>(675)</b>	<b>(513)</b>
Variations des provisions financières *	(56)	50	26
Impôt société *	(3 781)	(1 432)	(1 263)
Variation d'impôts différés *	180	(172)	22
<b>Trésorerie générée par l'activité</b>	<b>18 064</b>	<b>7 351</b>	<b>5 363</b>
<b>2 - Flux d'investissement</b>			
Résultat et variation des provisions des activités destinées à être cédées *			(2 328)
Autres flux des activités destinées à être cédées			2 000
Cessions d'immobilisations nettes d'impôts et charges	2 090	538	286
Trésorerie provenant des sociétés acquises	35	1 498	
Acquisition des titres consolidés		(16 801)	(2 085)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(5 018)	(5 222)	(3 514)
Acquisitions d'immobilisations financières	(104)		(130)
Variation des dettes sur immobilisations	(104)		646
<b>Trésorerie provenant des opérations d'investissement</b>	<b>(3 143)</b>	<b>(19 987)</b>	<b>(5 125)</b>
<b>3 - Flux de financement</b>			
Augmentation des crédits-baux et locations financières	146	726	158
Augmentation des dettes auprès des établissements de crédit	198	21 925	1 500
Augmentation des autres dettes financières		300	
Remboursement des crédits-baux et locations financières	(590)	(530)	(510)
Remboursement des dettes auprès des établissements de crédit	(6 142)	(2 408)	(1 588)
Remboursement des autres dettes financières	(294)	(1 211)	(710)
Dividendes versés par SECURIDEV	(989)	(1 094)	(1094)
Dividendes versés aux minoritaires des filiales	(118)	(58)	(13)
<b>Trésorerie provenant des opérations de financement</b>	<b>(7 791)</b>	<b>17 650</b>	<b>(2 257)</b>
<b>Variation au bilan de la trésorerie à court terme</b>	<b>7 130</b>	<b>5 014</b>	<b>(2 019)</b>
Trésorerie apportée par les filiales acquises	35	1 498	
Séquestre du complément de prix des titres consolidés acquis		4 040	
Incidence de la mise en équivalence de FEK	(111)		
<b>Variation réelle de la trésorerie à court terme</b>	<b>6 984</b>	<b>(524)</b>	<b>(2 019)</b>
<b>Capacité d'autofinancement *</b>	<b>12 735</b>	<b>7 110</b>	<b>5 091</b>

(\*) Sommes incluses dans la capacité d'autofinancement.

## 4. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2006

### Introduction, faits marquants

Fin novembre 2005, le Groupe SECURIDEV a renforcé sa branche professionnelle par l'acquisition du Groupe DOM implanté en Allemagne (siège et usine principale) ainsi qu'en Suisse, France, Royaume-Uni et Hollande. Ces sociétés avaient contribué au chiffre d'affaires et au résultat de 2005 pour un mois seulement (cf. § 1.21).

Au cours de l'exercice 2006, la finalisation de cette acquisition s'est poursuivie, avec pour conséquences :

- L'acquisition de la filiale de distribution DOM Pologne en mai dont l'impact sur les différents postes du compte de résultat n'est pas significatif.
- La ventilation définitive du prix d'acquisition qui aboutit à un écart d'acquisition du Groupe DOM de 7,7 M€ après réévaluation nette d'impôt des immobilisations de 9,2 M€ (cf. Note 2).
- La fusion de DOM UK avec RONIS UK.

Par ailleurs, la filiale hongroise EURO-ELZETT a cédé pour 2,5 M€ son immobilier de centre ville précédemment loué en réalisant une plus-value nette consolidée de 1,5 M€.

### Principes comptables, méthodes d'évaluation, options IFRS retenues

#### Liste des sociétés consolidées

	Pays	Pourcentage de contrôle			N° Siren	Activité	Méth. conso.
		2006	2005	2004			
SECURIDEV	FRANCE	Société mère			378 557 474	Holding	I.G.
DENY-FONTAINE	FRANCE	99,66	99,66	99,59	552 105 603	Serrurerie	I.G.
METALUX	FRANCE	99,79	99,79	99,79	572 020 394	Serrurerie	I.G.
PICARD-SERRURES	FRANCE	99,99	99,99	99,99	341 148 823	Serrurerie	I.G.
GIE SERUTOL	FRANCE	100,00	100,00	100,00	382 738 961	Serrurerie	I.G.
BROGLIE INDUSTRIE	FRANCE	99,71	99,71	99,71	331 417 295	Serrurerie	I.G.
BEUGNOT	FRANCE	99,66	99,66	99,66	323 077 628	Serrurerie	I.G.
RONIS	FRANCE	99,99	99,99	99,99	345 004 147	Serrurerie	I.G.
RONIS U.K.	G.B.	100,00	100,00	100,00	-	Serrurerie	I.G.
CR SERRATURE	ITALIE	100,00	100,00	100,00	-	Serrurerie	I.G.
SIAS	ITALIE	0,00	0,00	100,00	-	Serrurerie	I.G.
ELZETT-FEK - SOPRON	HONGRIE	50,00	50,00	50,00	-	Galvanisation	M.E.
EURO-ELZETT	HONGRIE	100,00	100,00	100,00	-	Serrurerie	I.G.
METALPALST	POLOGNE	98,73	98,73	70,28	-	Serrurerie	I.G.
SECURIDEV TCHEQUIE	REP TCHEQUE	100,00	100,00	100,00	-	Serrurerie	I.G.
TITAN	SLOVENIE	70,51	70,51	70,51	-	Serrurerie	I.G.
TITAN ZAGREB	CROATIE	-	-	-	-	Serrurerie	M.E.
EURO-TOOLS*	SLOVENIE	100,00	100,00	-	-	Outillage	I.G.
TSS RONIS DIFFUSION	FRANCE	100,00	100,00	70,00	348 541 798	Serrurerie	I.G.
DOM POLOGNE	POLOGNE	100,00	-	-	-	Serrurerie	I.G.
DOM FRANCE	FRANCE	100,00	100,00	-	-	Serrurerie	I.G.
DOM SUISSE	SUISSE	100,00	100,00	-	-	Serrurerie	I.G.
DOM UK	UK	100,00	100,00	-	-	Serrurerie	I.G.
DOM ALLEMAGNE							
+ DOM NLD	ALLEMAGNE	100,00	100,00	-	-	Serrurerie	I.G.
DOM PARTICIPATIONS	FRANCE	100,00	100,00	-	485.054.860	Holding	I.G.
SECU BETEILIGUNGS GmbH	ALLEMAGNE	100,00	100,00	-	-	Serrurerie	I.G.

Abréviations : I.G. : Intégration globale, I.P. : Intégration proportionnelle, M.E. : Mise en équivalence.

\* EURO-TOOLS provient d'une filialisation de l'activité outillage de TITAN.

### 1. Référentiel

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006 sont établis conformément aux normes et interprétations IAS/IFRS approuvées par l'Union Européenne.

Il n'y a pas d'anticipation des normes qui ne seront obligatoires qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

### 2. Périmètre et méthode de consolidation

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, exception faite des sociétés ELZETT-FEK et TITAN ZAGREB mises en équivalence. Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

La société de galvanisation FEK détenue à parité avec le groupe ROTO était antérieurement consolidée par intégration proportionnelle. La très forte croissance des besoins du co-associé ayant rendu la part d'activité de SECURIDEV inférieure à 10 % a conduit à choisir la mise en équivalence comme mode de consolidation.

### 3. Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été appliqué cette année.

### 4. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice.

A compter de 2005, les écarts résultant de cette méthode de conversion figurent au bilan dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ». Les écarts antérieurs ont été reclassés au sein des capitaux propres.

### 5. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont éliminées des capitaux propres et comptabilisées dans un compte de produits constatés d'avance. Ce compte est apuré en « Autres produits » à due proportion des amortissements constatés sur les biens subventionnés.

### 6. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des frais de développement, les brevets et logiciels évalués. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les principales durées d'amortissement retenues pour ces immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 3 ans
- Brevets durée de protection juridique
- Frais de développement 3 ans à compter de la commercialisation
- Autres immobilisations incorporelles 1 à 5 ans

Les frais de développement ne sont immobilisés que s'ils concernent un investissement significatif. Les coûts sont immobilisés à partir du moment notamment où le projet est techniquement faisable, son marché identifié et sa rentabilité calculée avec une fiabilité raisonnable. Les dépenses antérieures ne sont jamais recyclées.

Au titre de l'exercice, aucun frais de recherche et développement n'a été immobilisé.

Les marques ou fonds de commerce générés en interne ne sont pas immobilisés.

Les marques acquises au travers de rachats d'entreprise ne font pas l'objet d'une identification distincte dans la mesure où elles ne présentent pas un caractère séparable ou mesurable de façon fiable. En effet, deux cas de figure sont envisageables :

- si la marque est vendue avec les savoir-faire techniques, les outillages donnant accès au marché de remplacement et les fichiers du parc installé, la société vendeuse se trouve de fait vidée de sa substance et dans l'incapacité de poursuivre son activité. Ce schéma revient à évaluer l'entreprise globalement et non pas sa marque.
- si, cas irréaliste, la marque est vendue sans les savoir-faire et outillages, l'acquéreur n'ayant pas accès au marché de remplacement en proposera un prix réduit sans rapport avec la perte d'image que subira la société vendeuse. Sans marché actif, ni référence à des transactions similaires, la marque n'est pas évaluable de façon fiable et la conséquence directe pour le vendeur s'avère inchiffrable.

### 7. Ecart d'acquisition

Les écarts de première consolidation sont affectés après une période de 12 mois aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur. Les actifs acquis destinés à être cédés sont minorés des coûts de la revente.

L'écart entre le coût du regroupement (prix payé majoré des frais d'acquisition à l'exclusion des coûts de financement) et la quote-part des capitaux propres après affectation revenant à l'acquéreur constitue le goodwill ou écart d'acquisition.

Le goodwill n'est pas amorti, il est testé et fait l'objet éventuel d'une dépréciation irréversible en cas de perte de valeur.

## 8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées conformément à la méthode de référence à leur coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le montant amortissable est déterminé après déduction d'une valeur résiduelle généralement nulle car peu importante et significative.

Les amortissements sont calculés principalement selon le mode linéaire en fonction de sa durée d'utilité. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

• Constructions	20-25 ans
• Mobilier, agencements et matériels de bureau	3-10 ans
• Matériels de production et équipements	3-8 ans
• Biens d'occasion	2-3 ans

Les leasings sont immobilisés avec constatation en contrepartie d'une dette financière déterminée d'après les taux d'intérêt du contrat. Il sont amortis sur les durées suivantes :

• Constructions	20 ans
• Matériel de production	3-8 ans

Les locations financières sont retraitées si le contrat a une durée supérieure à deux années et ne concerne pas un véhicule. Le bien est immobilisé pour la valeur actualisée des flux du contrat au taux d'intérêt de celui-ci et par défaut aux taux TEC à 10 ans de l'année majoré de 2 %. Le bien est amorti sur la durée du contrat sauf pour les locations de moins de quatre ans ne concernant pas du matériel informatique où il est alors considéré que le contrat sera renouvelé une fois.

Les installations de traitement de surface ne font pas l'objet d'une obligation légale de démantèlement entraînant la comptabilisation d'un actif à amortir.

## 9. Perte de valeur

Les immobilisations incorporelles, les écarts d'acquisition et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation calculé au niveau de chaque entité légale.

Ce test réalisé en fin d'année lorsque les budgets sont connus peut être anticipé si un indice de perte de valeur notoire est détecté.

La valeur nette comptable d'un actif, ou de l'entité globale elle-même, est comparée à sa valeur recouvrable correspondant au montant le plus élevé entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente (valeur de vente ou de marché moins coût de sortie) et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des cash-flows futurs.

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré des capitaux permanents en retenant :

- 40 % d'endettement forfaitaire rémunéré au taux d'intérêt moyen de l'année du TEC à 10 ans majoré de 1 %, puis diminué de la déductibilité fiscale ;
- 60 % de fonds propres à rémunérer au taux sans risque (TEC à 10 ans) plus une prime de risque moyenne publiée majorée d'un coefficient bêta de risque propre à chaque société variant entre 1,2 et 2,0.

Les flux futurs ont pour point de départ le budget de l'année suivante multiplié par un coefficient de probabilité égal au ratio écarté constaté sur les dix précédentes années entre les résultats d'exploitation réalisés et ceux qui avaient été budgétés.

Ces flux sont, à défaut de perspectives spécifiques, augmentés chaque année de l'inflation sur les quatre années suivantes. La valeur terminale de la cinquième année est obtenue en divisant le flux par le coût moyen pondéré des capitaux permanents sans minoration de l'inflation, ce qui revient techniquement à considérer que les résultats s'effriteront chaque année de l'inflation.

Lorsque cela est possible, les terrains et constructions sont soustraits des actifs immobilisés, l'amortissement neutralisé et remplacé par un loyer. Cette correction revient à ne pas justifier de goodwill du fait de bâtiment totalement amorti et inversement à ne pas déprécier les terrains et constructions en dessous de leur valeur nette comptable.

A cette réserve près, il est considéré que la juste valeur des actifs ne peut jamais être connue de façon fiable.

En conséquence, la valeur d'utilité ainsi calculée doit couvrir le montant des actifs immobilisés et de l'écart d'acquisition.

Toute insuffisance entraîne une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition voire, au-delà, une provision réversible sur les actifs immobilisés engagés, plafonnée à leur valeur nette comptable.

## 10. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont comptabilisés selon la méthode de référence au coût historique amorti.

### 11. Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur coût d'acquisition.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur figurant au bilan est supérieure à la valeur d'usage.

Celle-ci est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité.

### 12. Stocks

Les matières et marchandises sont évaluées au dernier coût d'achat, ce qui, compte tenu de la rotation rapide de ces stocks, est proche d'une valorisation de type « premier entré - premier sorti ».

Les produits finis et les encours de productions sont évalués à leur coût de production.

Lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix de revient, une provision pour dépréciation est constituée.

### 13. Créances

Les créances sont retenues à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 14. Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers est constatée et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce dernier sans contrepartie au moins équivalente.

### 15. Engagement de retraite, médailles du travail

Ils sont comptabilisés en provisions non courantes.

Les indemnités de fin de carrière et médailles du travail sont évaluées selon une méthode prospective actualisée. Les hypothèses principales retenues sont que les départs en retraite se feront à l'initiative des salariés à l'âge de 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les non-cadres. Les pensions de retraite complémentaire du personnel de DOM Allemagne sont aussi évaluées selon la même méthode prospective actualisée.

La provision tient compte d'un pourcentage d'espérance de vie et de présence aux dates de réalisation des événements générateurs de paiements. Le taux actuariel retenu est celui du TEC à 10 ans (3,98%) avec symétriquement la prise en compte, variable par pays, de l'inflation (1,5% environ) et d'une progression des salaires due aux promotions hors inflation (1,5% environ).

Les écarts actuariels sont comptabilisés directement dans les capitaux propres sur la ligne « Etat des profits et pertes actuariels de l'exercice »

### 16. Conversion des opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. Les différences sont portées dans les comptes d'écarts de conversion.

Les écarts d'évaluation et les écarts d'acquisition dégagés lors de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en monnaie étrangère et convertis par la suite au cours de clôture.

### 17. Impôt société

Le montant des impôts effectivement dû à la clôture de l'exercice est corrigé des impôts différés calculés selon la méthode du report variable sur les retraitements pratiqués en consolidation, ainsi que sur les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

L'excédent des impôts différés actifs, y compris ceux se rapportant au déficit reportable, sur les impôts différés passifs, est constaté dès lors que la probabilité de la réalisation de résultats futurs bénéficiaires est établie dans l'entité fiscale concernée.

### 18. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond aux livraisons réelles. Compte tenu de l'activité, aucun chiffre d'affaires à l'avancement n'est comptabilisé.

### 19. Distinction entre résultat opérationnel et résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Les coûts de restructuration sont présentés sur une ligne distincte, tout comme les autres produits et charges significatifs à caractère non récurrent et les cessions d'actif.

De même, l'incidence de la comparaison entre les valeurs comptables nettes des actifs des sociétés et leur valeur recouvrable est comptabilisée séparément sur une ligne « variation des pertes de valeur » intégrant les dépréciations irréversibles des écarts d'acquisition ainsi que les variations de provisions sur actifs immobilisés.

## 20. Résultat par action

Le nombre d'actions retenues pour ce calcul est égal au nombre total d'actions émises duquel sont déduites les actions détenues en autocontrôle.

Aucun instrument dilutif du capital n'a été émis par la Société.

## 21. Effet de variations de périmètre

En 2005, le groupe DOM, consolidé à compter de son acquisition, a contribué sur le mois de décembre à 5 259 K€ de CA, pour un résultat opérationnel courant de 1 038 K€ et un résultat net de 610 K€.

En 2006, le groupe DOM a réalisé un chiffre d'affaires de 54 733 K€, un résultat opérationnel courant de 5 893 K€ et un résultat net de 3 080 K€.

La société FEK consolidée proportionnellement avait contribué en 2005 au chiffre d'affaires pour 2 860 K€, au résultat opérationnel courant pour 1 K€ et au résultat net pour 7 K€.

Le chiffre d'affaires pour 2006, en forte croissance, aurait contribué pour 6 574 K€ si le principe de mise en équivalence n'avait pas été retenu.

## 22. Information sectorielle

Les activités du Groupe se partagent entre l'activité destinée aux professionnels et celle destinée au grand public.

## 23. Tableau de flux de trésorerie

Ce tableau est conçu de manière à faire ressortir les flux opérationnels, les flux d'investissements et les flux de capitaux retraités de toutes les opérations internes au Groupe.

## Notes annexes aux états financiers consolidés

Sauf indication contraire, les chiffres ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

### Note 1 – Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IFRS 1, les frais d'établissement ont été annulés et les fonds de commerce ainsi que les marques ont été incorporés aux écarts d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles se décomposent désormais comme suit :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Frais d'établissement		0	0
Frais de recherche & développement	679	679	679
Brevets, licences, marques	6 415	6 182	2 003
Fonds commercial		0	0
Autres immobilisations incorporelles	1 029	944	690
Immobilisations corporelles, en-cours et avances	71	4	10
Valeur à la clôture	8 194	7 809	3 382
Dont DOM	4 162	4 016	

La répartition des amortissements est la suivante :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Frais d'établissement		0	0
Frais de recherche & développement	679	672	506
Brevets, licences, marques	5 770	5 542	1 848
Fonds commercial		0	0
Autres immobilisations incorporelles	899	755	521
Valeur à la clôture	7 348	6 969	2 874
Dont DOM	3 999	125	
Net	846	840	507

**Note 2 – Ecarts d'acquisition**

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût des titres de participation augmenté des frais d'acquisition ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition.

Ce poste enregistre donc des écarts consécutifs à une acquisition qu'il n'a pas été possible d'affecter à un poste de l'actif immobilisé.

Les valeurs des écarts d'acquisition actifs au 31 décembre 2006 sont les suivantes :

	Valeurs brutes 31/12/06	Dépréciation 31/12/06	Valeurs nettes 31/12/06	Valeurs nettes 31/12/05	Valeurs nettes 31/12/04
RONIS	27 620	27 620	0	0	0
BROGLIE INDUSTRIE	18		18	18	18
TSS RONIS DIFFUSION	37	37	0	0	0
PICARD - SERRURES	7 507	873	6 634	6 634	6 634
METALUX	2 529	2 529	0	0	0
DENY-FONTAINE	27 826	10 796	17 030	17 030	17 030
C.R. SERRATURE	2 814	2 814	0	0	0
BEUGNOT	1 248		1 248	1 248	1 248
METALPLAST	629	458	171	169	160
TITAN	947	620	327	328	326
DOM	7 705		7 705	16 600	0
<b>Total</b>	<b>78 880</b>	<b>45 747</b>	<b>33 133</b>	<b>42 027</b>	<b>25 416</b>

La variation des écarts d'acquisition de DOM provient de l'affectation d'une partie des écarts de première consolidation à des actifs corporels par voie de réévaluation, et à des brevets, sous déduction des impôts différés. Le solde restant correspond à la partie non affectée.

**Note 3 – Immobilisations corporelles**

Après reclassement de l'immeuble de placement et des actifs destinés à être cédés, et incorporation des locations financières, la ventilation des immobilisations corporelles se présente ainsi.

La répartition des valeurs brutes est la suivante :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Terrains	7 011	4 499	3 134
Terrains en crédit-bail	21	21	21
Constructions hors immeubles de placement	33 778	26 741	18 424
Constructions en crédit-bail	1 748	1 748	1 448
Installations techniques, matériel industriel	101 187	93 280	42 697
Matériel & outillage en crédit-bail	3 218	3 076	2 134
Autres immobilisations	12 638	13 275	6 818
Immobilisations corporelles, en-cours et avances	761	1 120	739
<b>Total</b>	<b>160 362</b>	<b>143 760</b>	<b>74 415</b>
Dont DOM	81 698	65 588	

En dehors des investissements et des cessions d'actifs, la réévaluation de différents actifs de DOM dans le cadre de l'affectation de l'écart de première consolidation entraîne un accroissement des valeurs brutes immobilisées de 16 305 K€.

La répartition des amortissements, en ce inclus les provisions sur actifs dues aux tests de valeur, est la suivante :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Terrains	181	150	128
Constructions	23 332	21 685	15 174
Constructions en crédit-bail	654	567	495
Tests de perte de valeur	1 740	2 930	2 260
Installations et Matériel	85 751	83 660	37 662
Matériel & outillage en crédit-bail	2 490	1 986	1 294
Autres immobilisations	10 386	10 980	4 296
<b>Total</b>	<b>124 534</b>	<b>121 958</b>	<b>61 309</b>
Net	35 828	21 802	14 106
Dont DOM	21 761	8 089	

La répartition de ces immobilisations nettes par activité est la suivante :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Branche Grand Public	10 573	10 058	9 740
Branche Professionnelle	25 255	11 744	4 366
<b>Consolidé SECURIDEV</b>	<b>35 828</b>	<b>21 802</b>	<b>14 106</b>

Les investissements se répartissent ainsi :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Branche Grand Public	2 850	2 864	2 082
Branche Professionnelle	1 729	1 665	1 281
<b>Investissement consolidé</b>	<b>4 579</b>	<b>4 529</b>	<b>3 363</b>

Les investissements corporels financés en crédit-bail et locations financières se sont élevés en 2005 à 727 K€ et à 144 K€ en 2006.

#### Note 4 – Immeubles de placement

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
<b>Valeur globale</b>		270	270

Le terrain et bâtiment de la filiale Euro Elzett classés en immeubles de placement qui figuraient au bilan 2005 pour 270 K€ ont été cédés en fin d'année 2006.

#### Note 5 – Actifs destinés à être cédés

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Valeur active	2 325	2 325	2 236
Valeur passive	(41)	(434)	(1 334)
<b>Solde</b>	<b>2 284</b>	<b>1 891</b>	<b>902</b>

Cette rubrique ne concerne que l'usine lyonnaise de la société RONIS. La vente devrait être parfaite à la fin du second trimestre 2007, les fouilles archéologiques prenant fin courant avril.

La valeur à l'actif tient compte d'un acompte de 2 000 K€ encaissé sur l'exercice 2004.

**Note 6 – Immobilisations financières**

La répartition des valeurs brutes est la suivante :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Autres titres immobilisés	156	165	165
Prêts	1 405	352	458
Autres immobilisations financières	267	192	185
Titres mis en équivalence	833		
<b>Total</b>	<b>2 662</b>	<b>709</b>	<b>808</b>

Les prêts figurant dans le tableau ci-dessus sont d'une durée supérieure à deux ans.

La répartition des provisions est la suivante :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Autres titres immobilisés	4	8	8
Prêts	80	51	24
Autres immobilisations financières	26	34	18
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>93</b>	<b>50</b>
Net	2 552	616	758

**Note 7 – Stocks**

La répartition des stocks est la suivante :

	31/12/06			31/12/05	31/12/04
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
Matières premières	12 758	3 849	8 909	9 102	7 425
En cours de production de biens	4 524	390	4 134	3 689	2 973
Produits intermédiaires et finis	10 719	2 086	8 633	7 516	4 245
Marchandises	5 550	1 616	3 934	3 365	2 235
<b>Total</b>	<b>33 551</b>	<b>7 941</b>	<b>25 610</b>	<b>23 672</b>	<b>16 878</b>
Dont DOM	12 602	5 017	7 585	7 445	

**Note 8 – Clients et comptes rattachés**

La rubrique se présente comme suit :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Brut	33 440	35 418	25 905
Provision	(2 384)	(2 848)	(1 790)
<b>Net</b>	<b>31 056</b>	<b>32 570</b>	<b>24 115</b>
Dont DOM	6 340	6 110	

Il n'y a pas de créance client à plus d'un an.

**Note 9 – Créances diverses**

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Compte courant sur ancienne filiale	333	548	525
Créances d'exploitation	4 495	5 097	1 607
Provision	(333)	(750)	(531)
<b>Total</b>	<b>4 495</b>	<b>4 895</b>	<b>1 601</b>
Dont DOM	775	2 907	

Il n'y a pas de créance à plus d'un an.

## Note 10 – Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Elles se détaillent comme suit en valeur nette :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Valeurs mobilières de placement	5 046	4 115	114
Disponibilités	2 828	2 666	1 764
<b>Total</b>	<b>7 874</b>	<b>6 781</b>	<b>1 878</b>
Dont DOM	1 091	1 670	

## Note 11 – Capitaux propres

La variation des capitaux propres consolidés s'analyse comme suit :

	Capital	Réserves sociales	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Résultats	Total
Valeur corrigée au 01/01/05	39 067	18 280	(18 513)	0	(110)	1 860	40 584
Résultat 12/2004		(6 600)	7 366			(1 860)	(1 094)
Ecart de conversion				(86)			(86)
Ecarts actuariels					(126)		(126)
Divers			47				47
Résultat 12/2005						2 799	2 799
Valeur au 31/12/05	39 067	11 680	(11 100)	(86)	(236)	2 799	42 124
Résultat 12/2005		(1 671)	3 480			(2 799)	(990)
Ecart de conversion				395			395
Ecarts actuariels					839		839
Résultat 12/2006						8 750	8 750
Divers			(221)				(221)
<b>Total Valeur au 31/12/06</b>	<b>39 067</b>	<b>10 009</b>	<b>(7 841)</b>	<b>309</b>	<b>603</b>	<b>8 750</b>	<b>50 897</b>

Le poste Divers correspond principalement à des ajustements sur capitaux propres comptabilisés en Slovénie suite à une correction du calcul des retraites (- 338 K€) et à une correction de valorisation de stock (+ 199 K€), nettes d'impôts différés.

## Note 12 – Intérêts minoritaires

La variation des intérêts minoritaires s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Début de période	2 458	2 191	1 863
Correction IFRS			
Résultat	325	353	410
Dividendes versés	(118)	(58)	(13)
Variation de périmètre et divers	(40)	(71)	0
Provisions			(48)
Ecart de conversion	(2)	43	(21)
<b>Fin de période</b>	<b>2 623</b>	<b>2 458</b>	<b>2 191</b>

**Note 13 – Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges inscrites au bilan consolidé ont évolué de la manière suivante :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Indemnité de fin de carrière	4 677	3 656	3 425
Pensions DOM	19 822	19 498	
Médailles du travail	664	1 293	635
Provision pour risques et charges non courantes	25 163	24 447	4 060
Restructuration	160	65	42
Droit des représentants en Allemagne	1 240	1 240	
Litiges, réclamations et garanties	1 136	952	339
Divers	38	638	119
Provision pour risques et charges courantes	2 574	2 895	500
<b>Total provisions passives</b>	<b>27 737</b>	<b>27 342</b>	<b>4 560</b>
Dont DOM	22 274	22 349	

**Note 14 – Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit**

Leur répartition au 31 décembre 2006, par échéance et par catégorie est la suivante :

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	Total au 31/12/06			Total au 31/12/06	Total au 31/12/05	Total au 31/12/04
	< 1an	> 1 an à < 5 ans	> 5 ans	par catégorie	par catégorie	par catégorie
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 850	13 385	2 897	22 132	28 187	8 701
Crédits-baux	219	613	565	1 397	1 699	1 345
Locations financières	243	162		405	549	416
Intérêts courus sur les emprunts	181			181	55	24
Concours bancaires courants	465			465	6 405	6 516
<b>Total au 31/12/06</b>	<b>6 958</b>	<b>14 160</b>	<b>3 462</b>	<b>24 580</b>		
<b>Total au 31/12/05</b>	<b>10 873</b>	<b>19 561</b>	<b>6 641</b>		<b>36 895</b>	
<b>Total au 31/12/04</b>	<b>9 294</b>	<b>6 368</b>	<b>1 341</b>			<b>17 003</b>

Les emprunts et dettes financières ci-dessus sont à rapprocher des liquidités et placements au 31 décembre 2006, soit 7 874 K€ contre 6 781 K€ au 31 décembre 2005.

L'endettement financier net a donc évolué comme suit :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédits	24 580	36 895	17 003
Disponibilités et autres titres placés	(7 874)	(6 781)	(1 878)
<b>Endettement financier net auprès des établissements de crédit</b>	<b>16 706</b>	<b>30 114</b>	<b>15 125</b>
Autres dettes financières (Note 15)	1 169	1 382	2 295
<b>Endettement financier global net</b>	<b>17 875</b>	<b>31 496</b>	<b>17 420</b>

Il n'y a pas d'emprunts et dettes financières libellés dans des devises autres que celles de la zone euro.

La totalité des emprunts et des crédits-baux sont à taux variable (Euribor).

Un emprunt de 15 455 K€ a son taux de base Euribor protégé contre une hausse supérieure à 4,46 % sur les années 2007 et 2008.

Le taux d'intérêt moyen des emprunts ressort à 4,19 % contre 3,42 % en 2005.

### Note 15 – Emprunts et dettes financières diverses

Leur répartition au 31 décembre 2006, par échéance et par catégorie est la suivante :

Emprunts et dettes financière diverses	Total au 31/12/06		Total au 31/12/06	Total au 31/12/05	Total au 31/12/04
	< 1an	> 1 an à < 5 ans	par catégorie	par catégorie	par catégorie
Autres dettes financières	121	88	209	466	686
Engagement de rachat de minoritaire					646
Participation	165	795	960	916	962
<b>Total au 31/12/06</b>	<b>286</b>	<b>883</b>	<b>1 169</b>		
Total au 31/12/05	399	983		1 342	
Total au 31/12/04	1 093	1 201			2 294

Les autres dettes financières sont constituées d'une avance ANVAR de 175 K€, de divers dépôts reçus et de financements spéciaux accordés par des établissements parafinanciers (assureurs, ministère de l'Economie).

### Note 16 – Dettes fournisseurs et dettes diverses

La répartition par nature est la suivante :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>14 794</b>	<b>14 082</b>	<b>11 566</b>
Dont DOM	2 408	1 871	
Dettes sur immobilisations	49	153	261
Dettes sociales et fiscales	21 872	17 689	7 710
Autres dettes	2 334	2 098	3 517
Produits constatés d'avance	739	449	433
<b>Total dettes diverses</b>	<b>24 994</b>	<b>20 389</b>	<b>11 925</b>
Dont DOM	8 951	8 536	

Ces dettes sont toutes à moins d'un an.

### Note 17 – Impôts différés

Les impôts différés actifs découlent de l'incidence :

• des charges temporairement non déductibles	492
• des provisions sur actifs liées aux tests de perte de valeur	580
• des déficits fiscaux reportables	2 394
• des retraitements de consolidation suivants :	
- crédits-baux et locations financières	13
- passifs liés aux actifs destinés à la vente	0
- marges internes	281
- retraites et pensions	3 772
- ajustements aux normes françaises des provisions des sociétés étrangères	160
- divers	42
<b>Total</b>	<b>7 734</b>

La baisse des impôts différés par rapport à 2005 est liée principalement à la baisse future du taux d'impôt société en Allemagne.

Les impôts différés passifs de 5 712 K€ sont afférents à l'actif immobilier destiné à être cédés chez RONIS pour 1 406 K€ et à la revalorisation des actifs de DOM Allemagne imputés sur l'écart de première consolidation pour 4 306 K€.

**Note 18 – Engagements hors bilan**

Ils se présentent comme suit :

	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Garanties sur crédits de trésorerie		85	444
Cautions reçues	2 151	2 153	2 095
Nantissement/hypothèques	23 104	26 997	7 063
<b>Total</b>	<b>25 255</b>	<b>29 082</b>	<b>9 507</b>

Il n'y a aucun effet escompté non échu au 31 décembre 2006.

Les nantissements principaux concernent les titres DOM qui garantissent l'emprunt d'acquisition desdits titres (15,4 M€) et du matériel acquis en Slovaquie.

**Note 19 – Chiffre d'affaires, marge, résultat d'exploitation**

Par zone géographique, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

	Variation		31/12/06		31/12/05		31/12/04	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
France <sup>(1)</sup>	8 496	17,11	58 139	38,77	49 643	49,25	51 607	55,96
Etranger <sup>(2)</sup>	40 672	79,50	91 833	61,23	51 161	50,75	40 607	44,04
<b>Total</b>	<b>49 168</b>	<b>48,78</b>	<b>149 972</b>	<b>100,00</b>	<b>100 804</b>	<b>100,00</b>	<b>92 214</b>	<b>100,00</b>

(1) Dont DOM 4 501 K€.

(2) Dont DOM 44 963 K€, et Fek - 2 860 K€ (cf. note I.21).

Par marché, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

	Variation		31/12/06		31/12/05		31/12/04	
	en K€	%	en K€	%	en K€	%	en K€	%
Grand public <sup>(1)</sup>	(1 172)	(2,04)	56 233	37,50	57 405	56,95	53 772	58,31
Professionnel <sup>(2)</sup>	50 340	115,99	93 739	62,50	43 399	43,05	38 442	41,69
<b>Total</b>	<b>49 168</b>	<b>48,78</b>	<b>149 972</b>	<b>100,00</b>	<b>100 804</b>	<b>100,00</b>	<b>92 214</b>	<b>100,00</b>

(1) Dont FEK - 2 860 K€.

(2) Dont DOM 49 464 K€.

Les marges hors cessions inter-branches sont les suivantes :

	31/12/06	% CA	31/12/05	% CA	31/12/04	% CA
Grand Public	36 276	64,51	36 967	60,2	36 730	63,5
Professionnelle	72 599	77,45	30 982	69,1	27 737	68,8
<b>Consolidé SECURIDEV</b>	<b>108 396</b>	<b>72,28</b>	<b>67 407</b>	<b>66,9</b>	<b>63 911</b>	<b>69,4</b>

Les résultats opérationnels courants dégagés sont les suivants :

	31/12/06	% CA	31/12/05	% CA	31/12/04	% CA
Grand Public	4 552	8,09	3 839	6,7	4 221	7,8
Professionnelle	8 342	8,90	3 017	6,9	1 542	4,0
<b>Consolidé SECURIDEV</b>	<b>12 373</b>	<b>8,25</b>	<b>6 527</b>	<b>6,5</b>	<b>5 239</b>	<b>5,7</b>

## Note 20 – Amortissements, variation des provisions et perte de valeur

### Amortissements

Les amortissements du résultat opérationnel courant, soit 7 132 K€ comprennent ceux provenant des retraitements de crédits-baux pour 319 K€ ainsi que ceux afférents aux locations financières pour 273 K€.

### Variation des provisions

Les valeurs positives indiquent un profit ou une diminution de la provision.

	Ouverture	Clôture	Variation périmètre	Régularisée par capitaux	Dotations Reprises
Stock	7 301	(7 941)	(35)		(675)
Clients	2 848	(2 385)			463
Créances	750	(333)			417
Provisions non courantes	24 447	(25 163)	(11)	359	(368)
Provisions courantes	2 895	(2 574)	(10)		311
Provision pour passifs destinés à être cédés	434	(41)			393
<b>Total</b>	<b>38 675</b>	<b>(38 437)</b>	<b>(56)</b>	<b>359</b>	<b>541</b>
Dont résultat opérationnel courant					386
Dont résultat opérationnel non récurrent					(51)
Dont change et financier					206

Il n'y a pas de profit sur reprise de provision sans objet dans ce poste.

### Variations des pertes de valeur

Les calculs décrits en note I.9 ont été effectués sur la base d'une prime de risque de 3,72 %, et d'un taux d'emprunt sans risque de 3,98 % (TEC à 10 ans). Ils entraînent une reprise de provision sur actifs engagés dans l'exploitation de 1 180 K€.

Une baisse de 0,5 % de ces deux taux n'aurait pas accru la reprise de provision de 1 180 K€. Un accroissement de 0,5 % de ces deux taux aurait entraîné une dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 200 K€ annulant la reprise de provision inchangée de 1 180 K€.

## Note 21 – Résultat financier

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	31/12/06	31/12/05
Intérêts et charges financières assimilés	(1 339)	(702)
Intérêts sur crédit-bail	(89)	(74)
Produits des placements	115	88
Résultat net de change	109	56
Autres charges et produits financiers	59	(43)
<b>Total</b>	<b>(1 145)</b>	<b>(675)</b>

## Note 22 – Autres produits et charges non récurrents

Ce poste correspond essentiellement à des charges de DOM Allemagne dans le cadre d'ajustements aux normes SECURIDEV.

## Note 23 - Impôt sur les sociétés

L'impôt net consolidé se décompose ainsi :

Impôt sociétés France	1 009
Impôt sociétés Etranger	2 933
Impôt différé net	180
<b>Impôt net consolidé</b>	<b>4 122</b>

Les mouvements du compte d'impôts différés s'analysent comme suit :

	Actif	Passif	Solde
Impôts différés au 31/12/05	9 769	1 406	8 363
Variation de la période			(180)
Effet des corrections imputées dans les capitaux propres (note 11)			190
Effet des affectations de l'écart de première consolidation			(6 385)
Autres dont écart de change			35
<b>Total au 31/12/06</b>	<b>7 735</b>	<b>5 712</b>	<b>2 022</b>

L'affectation de l'écart de première consolidation DOM à ses actifs corporels entraîne la constatation d'impôts différés passifs calculés sur la réévaluation. Ces impôts différés seront repris au fur et à mesure des amortissements.

Le tableau de ventilation de l'impôt société se présente comme suit :

	France	Etranger	Total
Résultat net	2 210	6 678	8 888
Impôt société + impôts différés	1 367	2 755	4 122
Quote-part frais et charges sur distribution et charges définitivement non déductibles	665	661	1 326
<b>Base imposable reconstituée</b>	<b>4 242</b>	<b>10 093</b>	<b>14 336</b>
Impôt société hors crédits d'impôt	1 009	2 932	3 997
Crédits d'impôts	56		56
Impôts différés	358	(178)	180
<b>Impôt société</b>	<b>1 423</b>	<b>2 754</b>	<b>4 177</b>
	<b>33,55 %</b>	<b>27,28 %</b>	<b>29,14 %</b>

Globalement, le pourcentage d'impôt société étranger est légèrement inférieur à celui de la France car le résultat des pays à forte imposition (Allemagne, Italie) est compensé par des déficits fiscaux reportables de la Slovénie qui procurent un gain de 350 K€, et par les autres pays dont les taux d'imposition varient entre 19 % et 26 %.

L'impôt français appliqué au résultat fiscal normatif de 14 336 K€ aurait entraîné une charge fiscale théorique de 4 893 K€.

#### Note 24 - Effectifs

Les effectifs moyens du groupe SECURIDEV se ventilent de la manière suivante :

	2006	2005	2004
Cadres	195	115	109
Agents de maîtrise et employés	582	546	501
Ouvriers	1 194	1 043	998
<b>Total</b>	<b>1 971</b>	<b>1 704</b>	<b>1 608</b>

Les effectifs réels de fin d'année 2005 étaient de 2 128 personnes (ceux de DOM n'ayant été pris que prorata temporis).

Les effectifs réels en fin d'année se répartissent comme suit :

	France			Etranger			Total		
	31/12/06	31/12/05	31/12/04	31/12/06	31/12/05	31/12/04	31/12/06	31/12/05	31/12/04
Grand public	310	275	275	771	910	935	1 081	1 185	1 210
Professionnel	421	447	440	482	496	12	903	943	452
<b>Total</b>	<b>731</b>	<b>722</b>	<b>715</b>	<b>1 253</b>	<b>1 406</b>	<b>947</b>	<b>1 984</b>	<b>2 128</b>	<b>1 662</b>
Dont DOM	32	33		472	484		504	32	

## 4. Rapport du Président-Directeur Général établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de Commerce

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de notre Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006 ;
- des procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- de l'étendue des pouvoirs du Président-Directeur Général.

### I – PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### 1.1 Composition du Conseil d'Administration

Notre Conseil d'Administration est composé de cinq administrateurs, dont un indépendant. La liste des administrateurs de la Société, incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés est visée dans le rapport de gestion.

#### 1.2 Fréquence des réunions - Tenue des réunions - Décisions adoptées

Au cours de l'exercice écoulé, notre Conseil d'Administration s'est réuni deux fois.

Les réunions du Conseil d'Administration se sont déroulées au siège social.

Ces deux réunions se sont tenues en présence des Commissaires aux Comptes.

Au cours de la première réunion qui s'est tenue le 27 avril 2006, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

La deuxième réunion, qui a eu lieu le 26 octobre 2006, a examiné et arrêté les comptes consolidés du premier semestre 2006, préalablement à leur publication.

#### 1.3 Procès-verbaux des réunions

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués à tous les administrateurs ainsi qu'aux Commissaires aux Comptes.

## II – PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

### 2.1 Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la Direction Générale, le management et les autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- la réalité et l'efficacité des opérations,
- la fiabilité du reporting,
- la conformité aux lois et réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs.

Un système de contrôle interne conçu pour répondre aux différents objectifs décrits ci-dessus ne donne pas cependant la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce, en raison des limites inhérentes à toute procédure.

### 2.2 Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne de notre société est assuré à deux niveaux, d'une part à l'intérieur des filiales du Groupe SECURIDEV sous la responsabilité de leurs dirigeants ; et d'autre part à l'extérieur du Groupe par les services Contrôle de gestion et Juridique de notre maison mère la S.F.P.I.

En vue d'assurer, dans la mesure du possible, une gestion financière rigoureuse et la maîtrise des risques, et en vue d'élaborer les informations données aux actionnaires sur la situation financière et les comptes, le service contrôle de gestion de S.F.P.I., procède à l'audit des comptes de chacune des filiales préalablement à l'intervention des Commissaires aux Comptes.

Ce service contrôle et supervise également le reporting financier adressé tous les mois par chaque filiale. Il pilote l'adaptation des procédures comptables et budgétaires ainsi que la centralisation des informations financières. Il produit la consolidation du pôle, il gère les assurances.

Le Directeur de contrôle de gestion, rend compte au Président-Directeur Général du résultat des travaux de son service, et le cas échéant, formule des recommandations.

Un code déontologique pour maîtriser les risques financiers a été signé par tous les dirigeants des filiales ainsi que leurs cadres principaux.

La Direction juridique de S.F.P.I. assure la rédaction des actes, assiste et conseille les filiales dans les affaires juridiques. Elle gère et suit les dossiers contentieux en liaison avec les avocats du Groupe.

### 2.3 Information et communication des actionnaires

L'essentiel de l'information des actionnaires se fait par le biais du site web de la Société ([www.securidev.com](http://www.securidev.com)) sous le contrôle et la direction du Directeur Général-adjoint de SECURIDEV et avec l'assistance et la collaboration d'un cabinet extérieur.

## III – POUVOIR DU DIRECTEUR GENERAL

Les fonctions de Directeur Général sont assurées par le Président du Conseil d'Administration.

Aucune limitation, en dehors de celles prévues par les dispositions légales, n'a été apportée aux pouvoirs du Président-Directeur Général.

Le Président-Directeur Général  
Henri MOREL

# 5. Rapports des Commissaires aux Comptes

## 1. RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

### 1. Conventions et engagements n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation préalable

Nous vous présentons notre rapport sur les conventions soumises aux dispositions de l'article L. 225-42 du Code de commerce.

En application de l'article L. 823-12 de ce Code, nous vous signalons que ces conventions et engagements n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il nous appartient, sur la base des informations qui nous ont été données, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles de ces conventions et engagements, ainsi que les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie, sans savoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**Convention d'intégration fiscale**

- **Sociétés concernées** : DOM Participations et DOM S.A.S.
- **Nature et objet** : Convention d'intégration fiscale.
- **Modalités** : A compter du 30 décembre 2006, Dom Participations et DOM S.A.S. sont soumises à la convention d'intégration fiscale de la société Securidev S.A.

## 2. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### Convention de prestations de services, en matière de gestion juridique, informatique, organisation administrative et comptable avec la société S.F.P.I.

- **Nature et modalités** :

Les modalités de calcul de la redevance sont les suivantes :

- 1 % hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes jusqu'à 73 M€ de chiffre d'affaires,
- 0,50 % hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires comprise entre 76 M€ et 152 M€ hors taxes,
- 0,25 % hors taxes du chiffre d'affaires social hors taxes pour la part du chiffre d'affaires au-delà de 152 M€ hors taxes.

- **Application** :

La charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006, relative à cette convention, est de 13 856 € hors taxes.

### Convention de prestations de services avec ses filiales

- **Nature et objet** :

Convention de prestations de services du 5 décembre 2001 dans laquelle la société Securidev S.A. s'engage à fournir à ses filiales (Deny Fontaine S.A.S., Metalux S.A.S., Ronis S.A.S., Picard S.A.S., Broglie Industrie S.A.S., Beugnot Entreprise S.A.S.) son assistance et ses conseils dans les domaines suivants :

1. Assurances : ces prestations seront facturées au coût exact.
2. Export : ces prestations seront facturées à 50% du coût exact.
3. Investissements : rémunération par une somme forfaitaire située entre 7 622 € et 22 867 € par dossier, selon l'importance de ce dernier.
4. Comptable et social.
5. Commercial et achats.
6. Trésorerie.
7. Foires et salons professionnels et publicitaires.
8. Communication.

Les cinq dernières prestations seront refacturées au coût exact.

La répartition de ces frais est faite, généralement, en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

La présente convention a été conclue pour une durée d'un an à compter du 1er mai 2001. Cette période étant renouvelée annuellement, par tacite reconduction, sauf dénonciation dans les conditions décrites dans cette convention.

• **Application :**

Le produit comptabilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006, relatif à cette convention, est de 723 315 € hors taxes et se décompose ainsi :

Deny Fontaine S.A.S. :	174 933 € HT
Metalux S.A.S. :	120 223 € HT
Ronis S.A.S. :	288 816 € HT
Picard Serrures S.A.S. :	94 534 € HT
Brogie Industrie S.A.S. :	26 464 € HT
Beugnot Entreprise S.A.S. :	18 345 € HT

**Convention d'intégration fiscale**

• **Nature et modalités :** Convention d'intégration fiscale

• **Application :**

Les sociétés suivantes sont soumises à la convention d'intégration fiscale de la société Sécuridev S.A. :

- |                        |                          |                             |
|------------------------|--------------------------|-----------------------------|
| - Deny Fontaine S.A.S. | - Ronis S.A.S.           | - Brogie Industrie S.A.S.   |
| - Metalux S.A.S.       | - Picard Serrures S.A.S. | - Beugnot Entreprise S.A.S. |

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 3 mai 2007

Les Commissaires aux Comptes

KPMG ENTREPRISES  
Département de KPMG S.A.  
Représenté par  
**Patrick Riffaud**  
Associé

DELOITTE & ASSOCIES  
Représenté par  
**Bernard Scheidecker**  
Associé

## 2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2006

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société SECURIDEV S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

### II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède annuellement à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition selon les modalités décrites au point 9 de la note de l'annexe sur les principes comptables. Nous avons examiné les modalités de mise en oeuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport de gestion du groupe, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 3 mai 2007

Les Commissaires aux Comptes

KPMG ENTREPRISES  
Département de KPMG S.A.  
Représenté par  
**Patrick Riffaud**  
Associé

DELOITTE & ASSOCIES  
Représenté par  
**Bernard Scheidecker**  
Associé

### 3. RAPPORT SUR LES PRESTATIONS FACTUREES PAR S.F.P.I. S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux souhaits de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons examiné le montant des honoraires facturés directement par S.F.P.I. S.A. aux filiales de SECURIDEV S.A. au titre des frais de management.

Pour l'exercice 2006, ces facturations s'élèvent à 654 902 € hors taxes, se décomposant ainsi :

• à Securidev :	13 856 € HT
• à Deny Fontaine :	191 260 € HT
• à Metalux :	101 430 € HT
• à Ronis :	207 760 € HT
• à Picard :	87 320 € HT
• à Broglie Industrie :	32 550 € HT
• à Beugnot :	20 780 € HT

Sur la base des informations fournies par la société S.F.P.I. S.A. et de nos propres analyses, nous pouvons vous indiquer que le montant des honoraires facturés par S.F.P.I. S.A. au groupe SECURIDEV est cohérent avec les coûts exposés pour la direction et la gestion des sociétés du groupe Securidev par S.F.P.I. S.A.

Levallois-Perret, le 3 mai 2007

Les Commissaires aux Comptes

KPMG ENTREPRISES  
Département de KPMG S.A.  
Représenté par  
**Patrick Riffaud**  
Associé

## 4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Etabli en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration de la société Securidev S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société SECURIDEV S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 3 mai 2007

Les Commissaires aux Comptes

KPMG ENTREPRISES  
Département de KPMG S.A.  
Représenté par  
**Patrick Riffaud**  
Associé

DELOITTE & ASSOCIES  
Représenté par  
**Bernard Scheidecker**  
Associé

## 5. RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SECURIDEV S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### 2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment en ce qui concerne l'évaluation des titres de participation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 3 mai 2007

Les Commissaires aux Comptes

KPMG ENTREPRISES  
Département de KPMG S.A.  
Représenté par  
**Patrick Riffaud**  
Associé

DELOITTE & ASSOCIES  
Représenté par  
**Bernard Scheidecker**  
Associé

## 6. Projet des résolutions à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 22 mai 2007

### Première résolution

#### (Approbation des comptes sociaux de l'exercice ; quitus aux administrateurs)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et d'activités du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006, approuve les comptes sociaux de cet exercice tels qu'ils ont été présentés, faisant ressortir une perte nette de 5 752 369 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumés dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

L'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, au regard de l'article 39-4 du Code général des impôts.

### Deuxième résolution

(Répartition des résultats ; mise en paiement du dividende)

L'Assemblée Générale approuve la proposition de répartition des résultats qui lui a été présentée par le Conseil d'Administration.

En conséquence, la perte de l'exercice s'élevant à 5 752 369 € est affectée comme suit :

#### Origine :

Résultat de l'exercice :	(5 752 369) €
Quote-part du résultat de l'exercice 2002 :	1 093 879,08 €

#### Affectation :

Report à nouveau :	(5 752 369) €
Dividende :	1 093 879,08 €
prélevé sur le résultat 2002 figurant au compte Report à nouveau (soit, 0,42 € par action)	

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 13 juin 2007.

L'Assemblée Générale prend acte que ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction prévue au 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 158-3 du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende versé
2003	0,42 € * (sur le résultat 1999)
2004	0,42 € ** (sur le résultat 2000)
2005	0,38 € ** (sur le résultat 2002)

\* Hors avoir fiscal.

\*\* Intégralement éligible de l'abattement de 50 %.

### Troisième résolution

#### (Approbation des comptes consolidés de l'exercice)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion et d'activités du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2006 tels qu'ils ont été présentés faisant ressortir un résultat net consolidé de 9 075 K€, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion et d'activités.

La part nette Groupe après intérêts des minoritaires ressort à 8 750 K€.

### Quatrième résolution

#### (Approbation des conventions visées par l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 225-38 du Code de commerce :

- approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées,
- ratifie la convention d'intégration fiscale qui a été conclue le 30 décembre 2006 avec les sociétés DOM PARTICIPATIONS et DOM SAS.

### Cinquième résolution

#### (Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de la présente Assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

20, rue de l'Arc de Triomphe 75017 Paris  
Tél. : +33 (0)1 46 22 09 00 Fax : +33 (0)1 46 22 99 18

[www.securidev.com](http://www.securidev.com)

**PICARD**  
SERRURES

**BROGLIE**  
INDUSTRIE  
LANEIL-VALENTIN-LEME-A-VOIRE-PORTE

■ **métalux**

**BEUGNOT**

 **TITAN**  
kamnik

 **EURO**  
**ELZETT**



 **AR**  
SERRATURE

**dény**  
FONTAINE  
safety technologies

**DOM**  
SICHERHEITSTECHNIK

 **RONIS**